

Le processus de croissance à long terme de la Chine et ses retombées sur le Canada

Michael Francis, François Painchaud et Sylvie Morin, département des Relations internationales

- *Au cours des 25 dernières années, la progression remarquable du produit intérieur brut (PIB) de la Chine et l'intégration de ce pays à l'économie mondiale ont eu des répercussions énormes et ont alimenté de vives discussions au sein de la communauté internationale.*
- *Une analyse des déterminants de la croissance en Chine donne à penser que la hausse rapide de l'activité dans ce pays se poursuivra et, par conséquent, le poids de ce pays sur la scène économique mondiale devrait s'accroître. Dans un avenir prévisible, quatre grandes sources de productivité stimuleront l'essor de la Chine : la poursuite du déplacement de la main-d'œuvre du secteur agricole à celui de la fabrication, des gains d'efficience dans l'affectation du capital, les réformes institutionnelles et les nouvelles règles du commerce.*
- *L'intégration de la Chine à l'économie internationale pose des défis aux décideurs, dans ce pays comme ailleurs, et implique des transformations structurelles. Néanmoins, pour le Canada et le reste du monde, les avantages nets devraient se révéler substantiels. Certes, la concurrence à laquelle font face certains produits canadiens à forte intensité de main-d'œuvre est susceptible de s'accroître, mais le Canada devrait profiter de la demande grandissante de la Chine à l'égard des produits de base et des produits et services caractérisés par un coefficient élevé de compétence.*

Le poids croissant de la Chine comme puissance économique a attiré l'attention de la communauté internationale ces dernières années et attisé les débats. Ceux-ci ont porté en particulier sur le régime de change de la Chine, les énormes réserves de change qui s'y accumulent, la probabilité que l'économie chinoise connaisse un atterrissage brutal et les conséquences qu'aurait un ralentissement notable de l'expansion dans ce pays. Les discussions font ressortir l'ampleur des retombées qu'a déjà l'intégration de la Chine sur l'économie d'autres pays, dont le Canada. On peut s'attendre à ce que les échanges de vues se multiplient au fur et à mesure que se précipitera l'accession de plus de 1,3 milliard de personnes (environ 20 % de la population du globe) à l'économie mondiale et que ce phénomène continuera de se répercuter sur le commerce international, les flux de capitaux et l'emploi, en Chine et ailleurs dans le monde.

L'évolution de la Chine sur les plans économique, social et politique présente un intérêt particulier pour le Canada. Dans un contexte de mondialisation économique, la Chine constitue un nouveau marché prometteur pour les entreprises canadiennes de certains secteurs et un formidable concurrent pour celles d'autres secteurs. Les Canadiens peuvent s'attendre à ce que les prix relatifs se ressentent de la poursuite de la mondialisation des échanges commerciaux. Par exemple, une croissance soutenue en Chine devrait continuer à faire pression à la hausse sur les prix des produits de base exportés comparativement à ceux des produits manufacturés importés. De même, elle pourrait faire monter le coût du capital au pays par rapport à celui de la main-d'œuvre. Ainsi, que ce soit

directement ou indirectement, l'économie canadienne sera touchée¹. Naturellement, les décideurs canadiens suivent de près la suite des événements dans ce pays d'Asie centrale.

L'émergence de la Chine ne constitue pourtant pas un phénomène récent. Au cours des 25 dernières années, par suite des nombreuses réformes amorcées à la fin des années 1970, la Chine, qui était un pays à économie planifiée, est graduellement devenue une « économie de marché socialiste », capable de générer une croissance économique robuste et durable. Reconnaissant les limites d'une planification centralisée, les autorités chinoises ont exploité de plus en plus les incitatifs découlant de la logique de marché pour stimuler la réaffectation des ressources entre les secteurs et les régions.

Entre 1979 et 2003, l'économie chinoise s'est accrue d'environ 9 % en moyenne par année, soit trois points de pourcentage de plus annuellement qu'avant la période des réformes.

Cette stratégie a donné des résultats remarquables. Entre 1979 et 2003, l'économie chinoise s'est accrue d'environ 9 % en moyenne par année, soit trois points de pourcentage de plus annuellement qu'avant la période des réformes. Parallèlement, durant cette période, le Canada a affiché un taux de croissance annuel moyen de quelque 2,9 %². Des études empiriques

1. Cette influence se fera sentir non seulement par le truchement des échanges commerciaux bilatéraux entre les deux pays, mais aussi par celui des variations des prix des marchandises dont le Canada fait le commerce avec d'autres pays, comme les États-Unis. Ce principe s'applique à toutes les économies faisant du commerce extérieur. C'est pourquoi on peut s'attendre de plus en plus à ce que les banques centrales surveillent étroitement les chocs venant de Chine (par exemple, l'incidence sur les prix des produits de base) qui sont susceptibles d'influencer leur économie nationale, plus particulièrement les prix. Toutefois, dans l'ensemble, l'établissement de cibles en matière d'inflation dans un régime de changes flexibles s'est avéré apte à maintenir les taux d'inflation près des niveaux souhaités, malgré d'amples fluctuations des prix relatifs.

2. Il convient de souligner le scepticisme considérable et très répandu que suscitent les statistiques officielles publiées par la Chine relativement à son PIB. Ainsi, Young (2000) fait valoir que le recours à des indices implicites des prix du PIB plus appropriés réduit la croissance annuelle du secteur chinois de la fabrication, pour la période allant de 1978 à 1998, à 6,1 %, alors qu'elle est officiellement estimée à 7,8 %.

ont montré que, dans une large mesure, l'accélération de la croissance économique en Chine reflète une meilleure répartition des ressources au sein de l'économie, elle-même attribuable aux réformes. En 1980, la Chine se classait neuvième dans le monde pour ce qui est du produit intérieur brut (PIB), selon une mesure utilisant des taux de change définis en fonction de la parité des pouvoirs d'achat³. Aujourd'hui, elle occupe le deuxième rang, derrière les États-Unis. Le bond de l'activité économique s'est traduit pour le peuple chinois par d'énormes avantages sociaux et économiques, tirant environ 400 millions de personnes hors de la pauvreté.

Malgré ces améliorations marquées du niveau de l'activité économique réelle, la Chine demeure un pays à faible revenu par habitant. En 2002, par exemple, le revenu réel par personne s'établissait dans ce pays à 4 534 \$ É.-U., soit 15 % de ce qu'il était au Canada⁴. Suivant certaines hypothèses, les niveaux de revenu par habitant des pays pauvres finissent théoriquement par rattraper ceux des pays riches, ce qui signifie que la croissance de l'activité en Chine devrait demeurer plus rapide qu'au Canada. Cependant, pour que la convergence se poursuive au rythme actuel, des réformes additionnelles seront nécessaires.

Le présent article a pour objet d'analyser les moteurs de la croissance de l'économie chinoise et les répercussions que celle-ci aura sur le Canada. Les études sur le sujet donnent à penser que les facteurs alimentant cette expansion se maintiendront probablement pendant un certain temps encore et que de nouvelles réformes viendront soutenir le mouvement. Notamment, il ressort des données empiriques examinées ici que les incitatifs créés par le jeu des forces du marché ont engendré une meilleure répartition des ressources (notamment une migration de la main-d'œuvre du secteur agricole à celui de la fabrication), ce qui a donné lieu à des gains substantiels de la productivité et de la croissance. À mesure que la poursuite de la libéralisation des échanges commerciaux favorisera d'autres réformes et réaffectations des ressources, l'incidence du processus se fera de plus en plus sentir à l'étranger. Le Canada pourrait devoir affronter une concurrence accrue dans les secteurs à forte intensité

3. Les taux de change définis en fonction de la parité des pouvoirs d'achat autorisent les comparaisons entre pays. En vertu de ces taux de change, une unité d'une devise donnée (habituellement le dollar américain) permet d'acheter sensiblement le même lot de marchandises dans tous les pays.

4. Ces chiffres sont calculés suivant les taux de change définis en fonction de la parité des pouvoirs d'achat, en utilisant l'an 2000 comme année de base (FMI, 2004).

de main-d'œuvre, laquelle exercera une pression à la baisse sur les salaires des ouvriers non qualifiés. En revanche, la croissance de la Chine stimulera vraisemblablement la demande de produits de base et de biens à coefficient élevé de compétence, pour lesquels le Canada possède un avantage comparatif. De plus, les consommateurs canadiens tireront avantage des bas prix des biens et services importés de Chine.

Le processus de croissance

Un cadre de mesure de la croissance

La théorie néoclassique de la croissance offre une méthode empirique⁵ permettant de déterminer les principaux facteurs auxquels la Chine doit sa croissance passée et d'évaluer son potentiel futur. Dans ce cadre, la croissance peut être décomposée en trois éléments : la main-d'œuvre, le capital et le progrès technique (c'est-à-dire les modifications de l'efficacité grâce auxquelles le capital et la main-d'œuvre s'allient pour produire un résultat). En partant de la fonction de production néoclassique et en adoptant la notation et les hypothèses habituelles, on peut aisément exprimer la croissance de la production au moyen de la formule suivante :

$$y = \alpha_K k + \alpha_L l + r$$

où les variables y , k et l représentent respectivement le PIB, le capital et la main-d'œuvre. Ainsi, y correspond au rythme d'expansion de l'économie, et les paramètres α_K et α_L , aux parts respectives du PIB attribuables au capital et à la main-d'œuvre. Les deux premiers termes de droite expriment donc les composantes de la progression du PIB imputables à l'augmentation du capital et de la main-d'œuvre. Quant à r , il s'agit d'un terme résiduel; il représente l'augmentation proportionnelle de la progression qui aurait été constatée si aucun des facteurs de production n'avait été modifié, par exemple par l'adoption d'une nouvelle technologie ou une meilleure affectation des ressources en capital ou en main-d'œuvre entre les secteurs. C'est ce qu'on appelle la croissance de la productivité totale des facteurs (PTF). Alors que les études empiriques permettent d'évaluer directement la contribution du capital et de la main-d'œuvre à l'expansion, pour mesurer la croissance de la PTF, il faut soustraire des estimations de l'expansion du PIB les composantes qui résultent de l'accumulation de facteurs.

5. La méthode de comptabilité de la croissance et l'analyse présentées ici se fondent sur la contribution majeure de Solow (1956) et de Swan (1956) à la théorie de la croissance.

Tableau 1

Estimations des sources de croissance en Chine

	Hu et Khan (1996)		Banque mondiale (1997)
	1953-1978	1979-1994	1978-1995
Taux de croissance (par année)			
Production	5,8	9,3	9,4
Contribution à la croissance (en %) ^a			
Capital physique	3,8	4,2	3,5
Main-d'œuvre	1,0	1,2	0,7
Capital humain			0,8
Productivité totale des facteurs	1,0	3,9	4,3

a. Les pourcentages ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments.

Plusieurs auteurs ont tenté de calculer la contribution individuelle du capital, de la main-d'œuvre et de la PTF à l'expansion de l'économie chinoise au cours des trois dernières décennies (Tableau 1). Les résultats qu'ils obtiennent donnent à penser que l'accumulation du capital s'est taillé la part du lion à cet égard, aussi bien avant que pendant les réformes, tandis que la contribution de la main-d'œuvre a été modeste en raison de la faiblesse du rendement marginal de cette dernière. Cette constatation est fréquente au sein des économies dotées d'une main-d'œuvre excédentaire.

Les calculs visant à évaluer la contribution de la PTF aux gains de production en Chine donnent lieu à une gamme de résultats relativement variés, en raison de l'écart entre les différentes estimations de la part du PIB attribuable à la main-d'œuvre. Quand l'estimation de cette part est faible, celle du capital s'accroît, de sorte que la contribution à la croissance de l'approfondissement du capital s'en trouve amplifiée. Par conséquent, une estimation réduite de la part du PIB revenant à la main-d'œuvre donne lieu à une estimation plus modeste de la croissance de la PTF. La plupart des méthodes produisent, toutefois, des conclusions similaires en ce qui concerne l'importance relative de la contribution de chaque composante à la hausse de la production avant et pendant les réformes. Il se dégage de la littérature un consensus selon lequel l'accumulation du capital et la progression de la main-d'œuvre expliquent la presque totalité de l'expansion de la Chine avant les réformes, la contribution de la croissance de la PTF étant limitée ou négative (Chow, 1993; Hu et Khan, 1996). En revanche, les études montrent que les hausses de la croissance globale de la PTF ont joué un rôle favorable et déterminant pendant la période des réformes. Les estimations de l'apport

Tableau 2

Estimations des sources de croissance de la PTF en Chine

	Heytens et Zebregs (2003)				
	1971-1978	1979-1994	1985-1989	1990-1994	1995-1998
Productivité totale des facteurs, dont ^a :					
Réforme structurelle	-0,53	2,78	2,11	2,81	2,30
Déplacement de la main-d'œuvre hors du secteur primaire	0,38	0,94	0,76	0,83	0,39
Tendance exogène	2,34	2,01	1,52	2,15	2,08
	-3,25	-0,17	-0,17	-0,17	-0,17

a. Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments.

de cette croissance à l'augmentation de la production variant grandement, se situant entre 2 et 5 points de pourcentage par année, contre des estimations allant de 3 à 6 points de pourcentage pour l'accumulation du capital, et de 0,5 à 1,5 point pour la progression de la main-d'œuvre. Par conséquent, puisque la hausse annuelle du PIB s'établissait en moyenne à 6 % avant les réformes économiques pour s'élever à 9 % pendant celles-ci, il y a lieu de penser que la croissance de la PTF est en majeure partie responsable de l'accélération de l'avance de la production entre la période précédant les réformes et celle de leur application. Selon la plupart des études, le déplacement de la main-d'œuvre hors du secteur agricole imputable aux réformes a été déterminant dans l'accélération de la croissance de la PTF (comme en témoignent les conclusions de Heytens et Zebregs [2003], illustrées au Tableau 2). Pour comprendre le rôle des réformes dans ce processus, il convient de les examiner de manière plus détaillée.

Les réformes

Les réformes économiques et institutionnelles qu'a connues la Chine ont été réalisées en deux étapes successives. Au cours de la première étape (1979-1993), le principal objectif consistait à donner libre cours aux effets bénéfiques des forces du marché en renforçant les mesures incitatives à l'intention des agents économiques tout en protégeant les intérêts acquis. Les autorités chinoises y sont parvenues en décentralisant progressivement le processus encadrant les décisions d'ordre économique. Dans une tentative de réduire les répercussions sociales des réformes, elles ont mis à l'essai certaines d'entre elles à l'échelon régional, pour étendre ensuite seulement celles qui avaient été couronnées de succès. On peut donc

qualifier de progressif et d'expérimental le processus de réformes appliqué par la Chine.

La seconde étape (à compter de 1994) a été caractérisée par l'instauration de mesures visant à accroître l'efficacité des forces du marché. Ainsi, le régime de faveur dont bénéficiaient certaines entreprises a été atténué afin d'uniformiser les règles du jeu; le cadre comptable des administrations publiques a été modifié pour en augmenter la transparence; une autorité monétaire centrale a été créée; les réformes des entreprises d'État se sont poursuivies; les rudiments d'un système de protection sociale ont été établis; la question des droits de propriété a été examinée et, récemment, un organisme indépendant de réglementation des banques a été mis sur pied (Qian, 1999).

Les réformes dans le secteur agricole et le marché du travail

Avant le processus de réformes, le secteur agricole chinois était de type collectif, les autorités centrales fixant les quotas de production et les prix. Ce système, comme on pouvait s'y attendre, manquait passablement d'efficacité. Par exemple, les travailleurs étaient rémunérés en fonction de la production moyenne de la collectivité, et non selon leur rendement marginal. En outre, rien ne les incitait véritablement à migrer vers d'autres secteurs où leur productivité marginale aurait été meilleure. Reconnaisant les limites de cette stratégie, les autorités ont créé, en 1979, le système de responsabilité des ménages. Les fermiers pouvaient désormais louer des terres à la collectivité en contrepartie d'un quota de production fixe (dans les faits, un impôt forfaitaire). Toute tranche de production excédant le quota pouvait être vendue sur le marché, de sorte que le système de rémunération reposait dorénavant sur la productivité marginale. Cette structure duale des prix initiait les travailleurs chinois aux incitatifs associés au libre jeu des forces du marché.

La migration des fermiers au rendement relativement faible vers d'autres types d'emplois a été décisive pour la croissance de la PTF.

D'une certaine manière, on peut également assimiler l'institution du système de responsabilité des ménages à une importante réforme du marché de l'emploi, du

fait que ce système imposait une nouvelle appréciation de la valeur du travail. Les travailleurs très productifs voyaient la production et le revenu de leur ferme augmenter, tandis que les moins productifs étaient encouragés à chercher un emploi dans d'autres secteurs. Les nouvelles mesures ont donc rehaussé la productivité de la main-d'œuvre dans le secteur agricole. De surcroît, le redéploiement des travailleurs relativement peu productifs dans des secteurs où ils pouvaient obtenir de meilleurs résultats devait entraîner un relèvement du niveau de productivité global de l'économie, ou PTF. En théorie, cet enchaînement est censé engendrer un nivellement de la productivité marginale de la main-d'œuvre dans tous les secteurs. D'après Chow (1993), celle-ci se chiffrait au début des réformes à 63 yuan dans le secteur agricole, contre 1 027 yuan dans le secteur industriel. On peut déduire de ces données qu'il y avait place pour une redistribution considérable de la main-d'œuvre au sein de l'économie chinoise. De fait, Brooks et Ran (2003), parmi d'autres, constatent, après la mise en œuvre des réformes, un déclin marqué de l'emploi dans le secteur agricole, qui est passé de 70 % à 50 % de l'emploi total selon des chiffres récents. Heytens et Zebregs (2003) concluent que la migration des fermiers au rendement relativement faible vers d'autres types d'emplois a été décisive pour la croissance de la PTF (Tableau 2). Woo (1998) et Young (2000) soulignent aussi l'importance de la réaffectation de la main-d'œuvre. Enfin, Brooks et Ran (2003) concluent que le redéploiement est loin d'être terminé, étant donné que le secteur agricole compte encore environ 150 millions de travailleurs excédentaires (soit environ 20 % du nombre total d'emplois).

Le secteur non agricole et non financier

Le secteur industriel de l'économie chinoise constituait la destination naturelle des travailleurs abandonnant l'agriculture. Afin de promouvoir une meilleure répartition de la main-d'œuvre et du capital, les autorités ont opéré trois réformes clés axées sur le marché et destinées à influencer le secteur non agricole. Premièrement, les entreprises d'État, dont le coefficient de capital est généralement élevé, se sont vu octroyer une plus grande autonomie sur plusieurs plans : production, approvisionnement, marketing, bénéfices non répartis, expérimentation de nouveaux produits et investissements en capital (Chow, 2002). En vertu d'un nouveau régime de responsabilité contractuelle, les entreprises ont été autorisées à rémunérer les travailleurs en fonction de leur rendement. De plus, la structure duale des prix a été étendue aux biens industriels. Enfin, tout en

conservant la propriété et la maîtrise des principales industries, le gouvernement central a restreint ses interventions sur l'économie en convertissant les entreprises d'État déficitaires en sociétés par actions. Parce que leur lien avec les ministères qui en étaient responsables était affaibli, ces entreprises se sont vu limiter l'accès aux recettes du gouvernement. On pense généralement que ce resserrement des restrictions budgétaires exercé à l'endroit des entreprises d'État, de pair avec la décentralisation du processus décisionnel en matière d'économie, a entraîné une meilleure répartition interne des ressources; du coup, la productivité marginale imputable au capital et à la main-d'œuvre et la croissance de la PTF se sont accrues⁶.

Deuxièmement, les autorités ont réussi à promouvoir la croissance du secteur non public. Résultat, malgré les réformes fondamentales dont les entreprises d'État avaient fait l'objet, le secteur non public, dominé par les entreprises de villes et de villages, a été le principal moteur de la tenue exceptionnelle de l'économie chinoise. Les entreprises de villes et de villages, bien qu'appartenant techniquement à l'État, sont généralement associées au secteur non public, car la capacité des gouvernements locaux et régionaux de financer les pertes de ces entités est limitée. Elles fonctionnent donc plutôt comme des entreprises privées à but lucratif. En particulier, compte tenu des restrictions budgétaires qui leur sont imposées, leur demande de main-d'œuvre et de capital se fonde sur leur productivité marginale. Ainsi, le transfert de ressources au secteur non public (où le rendement est vraisemblablement plus élevé) a donné lieu à une meilleure répartition des ressources au sein de l'économie dans son ensemble et a favorisé la croissance de la PTF.

Troisièmement, la réduction des barrières à l'investissement direct étranger et l'établissement de zones économiques ouvertes jouissant d'un régime plus libéral en matière d'investissement et de commerce, ainsi que d'incitatifs fiscaux spéciaux, ont créé un débouché pour les produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre. En plus d'avoir contribué aux forces qui attiraient la main-d'œuvre hors du secteur agricole, ces politiques ont eu une influence

6. Tant que la productivité marginale de la main-d'œuvre et celle du capital augmentent proportionnellement, les parts qui leur reviennent demeureront stables, et la hausse de productivité découlant de cette réforme se traduira par une accélération de la croissance de la PTF. Chow et Li (1999) constatent que les réformes n'ont pas modifié la part revenant à chaque facteur en Chine. Ils appuient ainsi l'argument selon lequel le régime de responsabilité contractuelle a contribué à l'amélioration de la croissance de la PTF.

déterminante : par le truchement des investissements directs étrangers, elles ont permis l'arrivée de nouvelles technologies et d'un nouveau savoir-faire en matière de gestion. La forte montée des investissements directs étrangers a entraîné dans son sillon une multiplication des coentreprises avec des étrangers et des sociétés étrangères en propriété exclusive. Outre que cette montée a directement contribué à la croissance en intensifiant la formation de capital, on croit qu'elle a eu aussi, sur le plan technologique, des retombées favorables, susceptibles d'améliorer la croissance de la PTF⁷. Zebregs (2003) estime que les investissements directs étrangers étaient immédiatement responsables de 0,4 % de la croissance annuelle du PIB pendant les années 1990 (grâce à l'approfondissement du capital), mais que leur contribution indirecte à la croissance à long terme de la PTF était sensiblement plus élevée, s'établissant à 2,5 %.

Ensemble, les réformes agraire et économique ont eu des effets considérables sur la structure de l'économie chinoise, transformant les marchés de l'emploi des zones rurales et urbaines (Tableau 3). La part de l'emploi imputable à l'État en zone urbaine a chuté, passant de 76,2 % en 1980 à 30,3 % en 2002. Au cours de la même période, la part de l'emploi attribuable aux entreprises de villes et de villages en zone rurale a grimpé de 9,4 % à 27,2 %. Sous l'effet de la migration sectorielle de la main-d'œuvre, l'importance de l'industrie agricole en Chine, qui était de quelque

Tableau 3
Marché de l'emploi en Chine (en millions)

	1980	1990	1995	2002
Zone urbaine	105,3	170,4	190,4	247,8
État (%)	76,2	60,7	59,1	30,3
Autres (%)	23,8	39,3	40,9	69,7
Zone rurale	318,4	477,1	490,3	489,6
EUV ^a (%)	9,4	19,4	26,2	27,2
Autres (%)	90,6	80,6	73,8	72,8

a. Entreprises de villes et de villages
Source : Brooks et Ran (2003)

7. Bien que le transfert de technologie puisse éventuellement constituer une source de croissance importante pour la PTF, certains analystes estiment que les entrées d'investissements directs étrangers en Chine sont largement surestimées, à cause d'un problème d'aller et retour des capitaux. Krugman (1994) fait valoir que des investisseurs nationaux envoient des capitaux à l'étranger afin que ceux-ci soient ensuite placés en Chine par l'entremise d'un partenaire commercial, ce qui leur permet de bénéficier des avantages fiscaux et autres offerts aux investisseurs étrangers.

Tableau 4

Taux de croissance prévus du PIB de la Chine

Estimation de la croissance annuelle moyenne du PIB en %	2002-2020	2005-2020	2002-2020
FMI (2004)	7,6		
Goldman Sachs (2003)		6,1	
Heytens et Zebregs (2003)			7,5

33,3 % du PIB en 1981-1982, a reculé à environ 15,2 %. En contrecoup, le rôle du secteur non agricole s'est fortement amplifié (Gordon et Gupta, 2004).

Sources futures de croissance

Étant donné la faiblesse du revenu par habitant de la Chine, on peut raisonnablement s'attendre à ce que l'expansion de son économie demeure vive (Tableau 4). La question est de savoir à quel rythme et pendant combien de temps elle se poursuivra. Les constatations présentées ci-dessus donnent à penser que le taux de croissance peut tenir à un certain nombre de facteurs importants, à commencer par la forte part du revenu qui revient au capital. Conjugué au taux élevé de l'épargne chinoise, ce facteur a alimenté une expansion largement imputable à un approfondissement du capital. Toutefois, le phénomène a manifestement des limites. Il est peu probable qu'un tel taux d'épargne se maintienne à long terme. En outre, plus le capital s'accumulera, plus sa productivité marginale s'atténuera, si bien que sa part diminuera, de même que la proportion de la croissance due à son accumulation. De même, la contribution de la main-d'œuvre à l'expansion sera probablement restreinte du fait des politiques de régulation démographique adoptées par la Chine.

La deuxième grande source de croissance est la progression de la PTF, qui, d'après les données, découle principalement des réformes, lesquelles ont permis une meilleure affectation des ressources. Heureusement, comme on le verra ci-dessous, il reste encore beaucoup de place à l'amélioration dans le cadre des réformes à venir. La croissance de la PTF a quatre moteurs, qui devraient générer des gains soutenus dans un avenir prévisible. Tout d'abord, les réaffectations sectorielles de main-d'œuvre (du secteur agricole vers l'industrie manufacturière) ne sont pas terminées. Compte tenu de l'excédent appréciable de travailleurs en agriculture, ces transferts sont amplement porteurs de croissance.

La forte part du revenu qui revient au capital [...] a alimenté une expansion largement imputable à un approfondissement du capital. Toutefois, le phénomène a manifestement des limites.

La réforme financière devrait contribuer à alimenter deux autres sources de croissance de la productivité, en favorisant une meilleure répartition du capital et en encourageant l'investissement. Les modifications juridiques récentes, en vertu desquelles les droits de propriété privée sont protégés, ont ouvert la voie à une refonte des règles financières. Les nouvelles lois devraient permettre à une entreprise privée d'affecter des biens en garantie d'un financement bancaire. Les banques pourraient à leur tour réserver une place plus importante de leur portefeuille de prêts à ces entreprises relativement rentables, au détriment des entreprises d'État, ce qui susciterait une répartition plus efficace du capital entre secteurs et entreprises et stimulerait encore plus l'investissement⁸. Grâce à la création d'un système bancaire moderne guidé par des considérations de rentabilité commerciale, la réforme financière peut également réduire le risque d'une crise financière anémiant qui freinerait à la fois la croissance et les réformes elles-mêmes. Le gouvernement chinois s'est engagé à l'endroit de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à ouvrir le secteur bancaire à la concurrence étrangère d'ici 2006. Cet engagement — qui va bien au-delà de ceux pris par d'autres membres de l'OMC — révèle le caractère urgent que revêt la réforme financière aux yeux des autorités. Par ailleurs, le gouvernement a récemment reconstitué le capital du système bancaire chinois (celui de deux grandes banques en particulier) en y injectant l'équivalent de 45 milliards de dollars É.-U.

8. La propriété privée et le principe de la primauté du droit ont été intégrés à la Constitution chinoise en mars 1999. La Chine a aussi adopté récemment une modification constitutionnelle selon laquelle « la propriété privée obtenue légalement ne peut être violée ». Ces réformes symbolisent une évolution extraordinaire au sein d'une société auparavant fondée sur l'existence de classes sociales auxquelles le droit à la propriété privée n'était pas reconnu. Comme on le sait, les concepts de propriété privée et de possession sont les fondements de l'économie de marché.

La réforme des règles du commerce, qui vise par exemple de nouvelles réductions des obstacles de nature tarifaire et non tarifaire dans les secteurs de l'agriculture, des textiles, du vêtement et des services, ainsi qu'une meilleure protection des droits de propriété intellectuelle, devrait, par l'impact qu'elle aura sur la répartition des ressources, constituer le quatrième moteur de la croissance future de la PTF. Tandis qu'elle tentera de se conformer aux règles de l'OMC, la Chine accélérera probablement la mise au point du cadre juridique et réglementaire nécessaire au développement de l'économie de marché.

Naturellement, certains risques, émanant aussi bien de l'intérieur du pays que de l'étranger, pourraient ralentir l'essor de l'économie chinoise. À l'interne, on cerne deux grands foyers de risque. En premier lieu, le processus des réformes pourrait être entravé si l'adoption de nouveaux changements pose des défis de nature politique ou si les avantages du processus s'atténuent sérieusement. En second lieu, vu la fragilité du système bancaire, il n'est pas impossible qu'une crise financière interrompe carrément la croissance⁹. Outre ces risques internes, la Chine, en qualité de troisième pays commerçant du monde, est désormais exposée à des risques extérieurs. D'un point de vue purement économique, les avantages d'une stratégie de croissance axée sur l'exportation pourraient être annulés en partie par une détérioration des termes de l'échange de la Chine. D'un point de vue politique, les partenaires commerciaux de la Chine pourraient accentuer leurs pressions protectionnistes s'ils constatent que celle-ci ne fait pas sa part pour corriger les déséquilibres mondiaux. Néanmoins, malgré ces risques, la plupart des analystes s'entendent pour affirmer que la Chine poursuivra sa croissance à un rythme raisonnable dans un avenir rapproché, avec les conséquences potentiellement lourdes que cette croissance suppose pour les autres pays.

9. Selon les chiffres officiels, les prêts non productifs représentent plus de 18 % de l'actif total des banques. Toutefois, d'après les estimations du secteur privé, cette proportion correspondrait en fait à plus du double des chiffres officiels (Standard & Poor's, 2004). Étant donné la précarité du système financier, il se peut que les déposants perdent la confiance qu'ils vouent aux garanties offertes par l'État, provoquant ainsi une crise bancaire susceptible de nuire gravement à l'économie. Les autorités chinoises ont reconnu la vulnérabilité du secteur bancaire en matière de fonds propres et ont mis en place des mesures visant à améliorer cette situation. Notamment, elles ont engagé des réformes destinées à limiter les interventions à caractère politique dans l'évaluation des demandes de prêt. Elles ont également injecté des sommes considérables afin de reconstituer le capital du secteur bancaire.

L'intégration économique de la Chine

Les répercussions qu'aura la croissance de la Chine sur le reste du monde dépendront de l'ampleur de l'intégration de son économie et de la nature de ses liens avec les autres pays. Le processus d'intégration est complexe, impliquant tout un réseau de liens commerciaux, financiers et politiques. C'est sur les aspects commerciaux et financiers que porte la présente section; les autres grands canaux potentiels, comme les mouvements migratoires et les liens autres qu'économiques, n'y sont pas abordés.

D'après l'OMC, la Chine est désormais le troisième pays commerçant en importance au monde (surpassé seulement par les États-Unis et l'Allemagne). En 2003, ses échanges commerciaux représentaient 5,9 % des exportations et 5,3 % des importations à l'échelle mondiale, lesquelles totalisaient respectivement 438,4 milliards de dollars É.-U. et 412,8 milliards. En comparaison, le Canada est un bien plus petit acteur sur cette scène : ses exportations sont évaluées à 272,1 milliards de dollars É.-U., et ses importations, à 245,6 milliards. Qui plus est, alors que ses échanges commerciaux avec le reste du monde ont progressé d'environ 8 % en 2003, ceux de la Chine se sont accrus de plus de 35 % (Encadré 1)¹⁰.

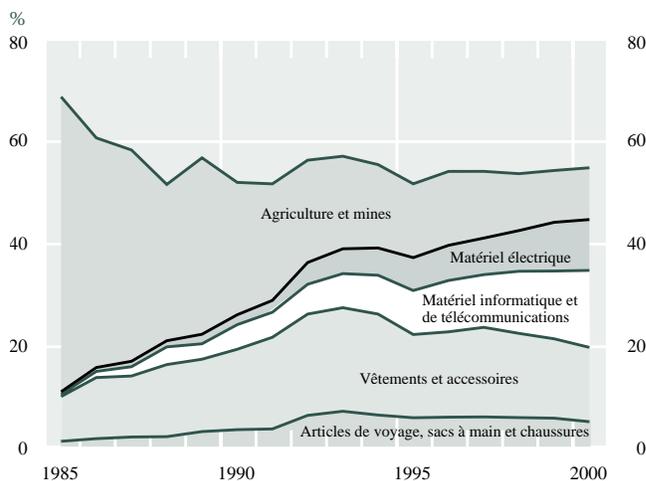
Le processus des réformes, en plus de libéraliser le commerce, a probablement modifié l'avantage comparatif de la Chine. Lorsqu'elles renforcent les droits de propriété, les réformes tendent à encourager l'accumulation du capital et à abaisser le coût de la production à forte intensité de capital.

10. En raison de l'expansion rapide de ses échanges, l'économie chinoise est devenue relativement ouverte au commerce extérieur; cette ouverture, calculée suivant un pourcentage des échanges de marchandises (exportations et importations confondues) relativement au PIB, s'élevait à 60,25 % en 2003 (FMI, 2004), ce qui est très voisin de celle du Canada (quelque 59 %, selon les données du FMI).

L'accession de la Chine au rang des principaux pays commerçants est relativement récente. Avant les réformes, ses échanges avec le reste du monde étaient très restreints et découlaient tous des plans d'exportation et d'importation établis par la State Planning Commission (Commission d'État pour la planification). Conformément à ces plans, les importations de la Chine étaient en grande partie financées par le produit de ses exportations de pétrole (Lardy, 2002). Ainsi, en 1985, les échanges de la Chine représentaient moins de 2 % du commerce mondial et le pétrole accaparait plus de 28 % de ses exportations, les produits manufacturés comptant pour moins de la moitié.

Après avoir renoncé à la planification commerciale, la Chine a vu se transformer la structure de ses échanges, qui répondaient désormais aux signaux du marché et aux avantages comparatifs. En conséquence, elle est devenue nettement moins dépendante des exportations du secteur primaire, et les exportations d'articles manufacturés ont crû (Graphique 1). Par surcroît, le processus des réformes, en plus de libéraliser le commerce, a probablement modifié l'avantage comparatif de la Chine. Lorsqu'elles renforcent les droits de propriété, les réformes tendent à encourager l'accumulation du capital et à abaisser le coût de la production à forte intensité de capital. Il n'est donc

Graphique 1
Composition sectorielle des exportations chinoises
(1985-2000)



Source : Statistique Canada, *Analyseur du commerce mondial* (2003)

Encadré 1

Comprendre les liens commerciaux et financiers unissant le Canada et la Chine

Le commerce entre le Canada et la Chine s'est développé à une cadence vigoureuse au cours des dix dernières années¹. Depuis 1995, les exportations canadiennes vers la Chine ont progressé d'environ 40 % et, à la fin de 2003, elles totalisaient quelque 4,8 milliards de dollars CAN. Les importations en provenance de la Chine ont évolué à un rythme encore plus rapide : elles ont quadruplé depuis 1995 et se chiffraient à 18,6 milliards de dollars CAN en 2003. Pour le Canada, la Chine est donc devenue la deuxième source d'importations en importance, devant le Japon et le Mexique. Comme beaucoup d'autres pays, le Canada affiche à l'égard de la Chine un déficit commercial appréciable (13,8 milliards de dollars CAN en 2003).

En outre, en dix ans, la composition des exportations du Canada vers la Chine a beaucoup évolué, celles-ci se diversifiant. Alors que le blé comptait pour 60 % des exportations du Canada en 1992, cette proportion a chuté à seulement 10 % en 2003, le blé ayant été supplanté par les matières industrielles et les produits forestiers, lesquels représentaient respectivement 45 % et 24 %². En sa qualité d'important exportateur net de ressources, le Canada a profité de l'appétit grandissant de la Chine à l'égard des matières premières canadiennes, de façon directe d'abord, puis indirecte, à la faveur des pressions à la hausse subies récemment par les prix des produits de base et provoquées en partie par la forte demande chinoise. La gamme de produits importés de Chine s'est aussi élargie rapidement. Au milieu des années 1990, elle se composait

principalement de jouets et de bibelots, mais notre demande de biens d'équipement a bondi ces dernières années : au début de 2004, cette demande éclipse celle des biens de consommation importés au Canada. Le matériel électronique et technique domine désormais nos importations de biens d'équipement en provenance de la Chine.

Les investissements directs du Canada en Chine couvrent un vaste éventail de secteurs clés, y compris l'aéronautique, la biotechnologie, l'éducation, les finances, les technologies de l'information, la fabrication et les ressources naturelles. Cependant, dans l'ensemble, ces investissements sont relativement modestes; en 2003, ils s'établissaient à quelque 542 millions de dollars CAN (soit moins de 1 % des investissements directs du Canada à l'étranger). Dans le secteur financier, les prêts des banques canadiennes en Chine sont très limités (s'établissant à 865 millions de dollars CAN au deuxième trimestre de 2004, ce qui équivaut à moins de 0,5 % des actifs étrangers détenus par les banques canadiennes). Néanmoins, la Banque de Montréal et la Banque de Nouvelle-Écosse ont ouvert des succursales en Chine³. Les compagnies d'assurance Manuvie et Sunlife y sont également présentes. Les banques et les compagnies d'assurance canadiennes pourraient bien connaître une expansion en Chine lorsque, conformément aux engagements pris par ce pays à l'égard de l'OMC, ces secteurs s'ouvriront aux sociétés étrangères et que la demande visant des produits financiers sophistiqués se fera plus pressante.

1. Le présent encadré s'inspire en grande partie de Roy (2004).

2. La part de biens d'équipement que nous exportons vers la Chine est demeurée stable, à 11 %, depuis dix ans.

3. En 2002, la Banque de Nouvelle-Écosse et la World Bank Financial Corporation se portaient acquéreurs d'une participation de 1 % dans une banque chinoise.

pas étonnant que, tout en demeurant un pays doté d'une main-d'œuvre abondante qui exporte surtout des produits à coefficient élevé de main-d'œuvre, la Chine exporte maintenant une gamme de produits beaucoup plus sophistiqués (Desroches, Francis et Painchaud, 2004).

Desroches, Francis et Painchaud (2004) ont également constaté que la transformation de l'avantage comparatif de la Chine a un effet de plus en plus marqué sur le Canada. C'est ce qu'illustre le Graphique 2, où les produits sont présentés des moins sophistiqués aux plus sophistiqués sur l'axe horizontal et la part occupée

par chaque produit dans l'ensemble des exportations d'un pays donné est exprimée sur l'axe vertical¹¹. On obtient de la sorte une distribution des exportations totales de chaque pays selon leur degré de sophistication. À des fins de comparaison, deux graphiques ont été préparés : le Graphique 2a illustre l'état de la situation en Chine et au Canada en 1985, tandis que le Graphique 2b se rapporte aux données de 2001. Ils montrent bien tous deux que les produits exportés par la Chine en 1985 étaient généralement moins sophistiqués que leurs équivalents canadiens, mais qu'en 2001, leur distribution s'est nettement déplacée vers la droite de telle sorte que les tracés se recoupent presque, surtout en ce qui concerne les produits ayant un degré médian de sophistication¹². On peut donc conclure que la Chine, dont les exportations complétaient autrefois celles du Canada, lui faisait clairement concurrence en 2001 dans certains domaines. Desroches, Francis et Painchaud (2004) ont démontré que la multiplication des échanges avec la Chine stimule la croissance de l'économie canadienne. En outre, à cette concurrence accrue touchant les produits de la fourchette moyenne, le Canada réagit en se spécialisant dans des produits relativement plus sophistiqués.

Les échanges intrasectoriels — dans le cadre desquels un pays importe et exporte des marchandises appartenant à un même secteur — constituent un autre aspect important du commerce extérieur chinois¹³. De l'avis général, ces échanges tiennent au commerce intrasectoriel vertical : la Chine importe des produits non finis, provenant principalement d'autres

11. Selon Kwan (2002), l'indice de sophistication d'un produit donné correspond au revenu réel moyen par habitant des pays qui exportent ce type de produit, pondéré par leur part du marché mondial pour ce produit. D'où la formule suivante, dans laquelle j symbolise le produit, i les pays, x_{ij} la part des exportations mondiales du produit j revenant au pays i , et Y_i le PIB réel par habitant du pays i :

$$PSI_j = \sum_i x_{ij} Y_i.$$

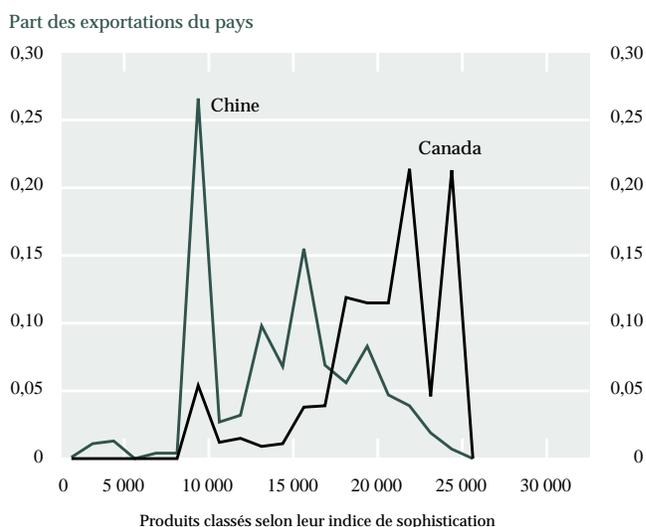
12. À l'aide de l'indice de sophistication et des données sur les produits exportés, Desroches, Francis et Painchaud (2004) établissent une échelle mondiale de l'avantage comparatif en classant 115 pays suivant le degré moyen de sophistication des produits qu'ils exportent. Ils constatent qu'entre 1985 et 2001, la Chine est passée du 55^e au 41^e rang. En 2001, le Canada arrivait 16^e alors qu'il se classait 10^e en 1985.

13. Ce type d'échanges concerne surtout les secteurs comme l'électronique et le matériel électrique. Par exemple, sur le plan de la valeur des transactions, le secteur des machines, du matériel et des appareils électriques est le plus important segment des biens importés par la Chine (26 % de l'ensemble des marchandises importées). Toutefois, en 2000, ce segment arrivait également en deuxième place pour les exportations (10 %), et les échanges bilatéraux correspondaient à environ 79 % de l'ensemble des échanges concernant ce segment.

Graphique 2a

Le Canada et la Chine : parts d'exportations selon le degré de sophistication

1985

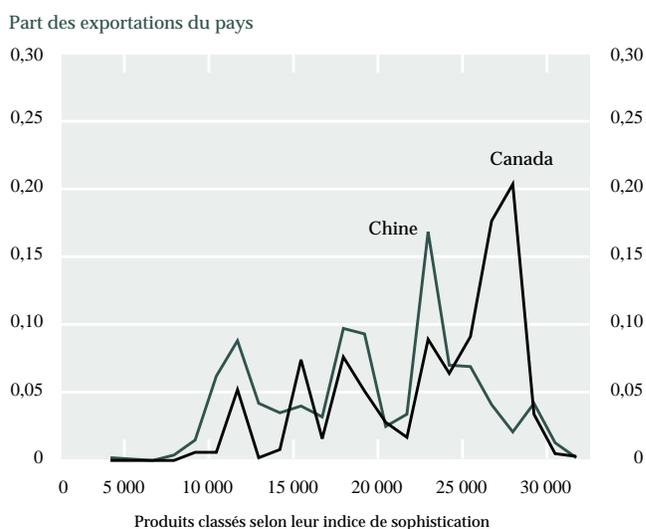


Source : Desroches, Francis et Painchaud (2004)

Graphique 2b

Le Canada et la Chine : parts d'exportations selon le degré de sophistication

2001



Source : Desroches, Francis et Painchaud (2004)

économies asiatiques comme Hong Kong et Taïwan, procède à leur transformation et à leur conditionnement au prix d'une activité à forte intensité de main-d'œuvre, puis exporte les produits finis, souvent en direction des États-Unis (Prasad et Rumbaugh, 2003)¹⁴.

Bien que la Chine s'intègre de plus en plus à l'économie mondiale sous l'effet des flux commerciaux, les restrictions relatives aux mouvements de capitaux font obstacle aussi bien aux étrangers qui souhaitent investir en Chine qu'aux Chinois qui désirent investir à l'étranger. Par exemple, seul un très petit nombre d'entreprises chinoises sont autorisées à obtenir des fonds auprès d'étrangers en émettant ce qu'il est convenu d'appeler des actions « de série B » inscrites aux bourses de Shanghai et de Shenzhen. Si les émissions de titres de créance internationaux sont permises, leur occurrence et leur volume sont limités. Les investissements directs étrangers constituent donc la principale source de capitaux n'émanant pas du pays (Graphique 3). Les restrictions à cet égard sont beaucoup moins sévères, de sorte que, même si les placements de portefeuille sont relativement modestes, la Chine, avec 62 milliards de dollars É.-U. en investissements directs étrangers en 2004, est le pays, après les États-Unis — lesquels ont attiré 121 milliards de dollars É.-U. l'an dernier — qui reçoit le plus d'investissements directs étrangers dans le monde. Ce chiffre impressionnant s'explique en partie par les dimensions du marché. Relativement au PIB, les investissements directs étrangers en Chine ont totalisé en moyenne 4 % au cours des cinq dernières années, pourcentage comparable à celui qu'affichent d'autres pays à marché émergent, comme le Brésil (Graphique 4).

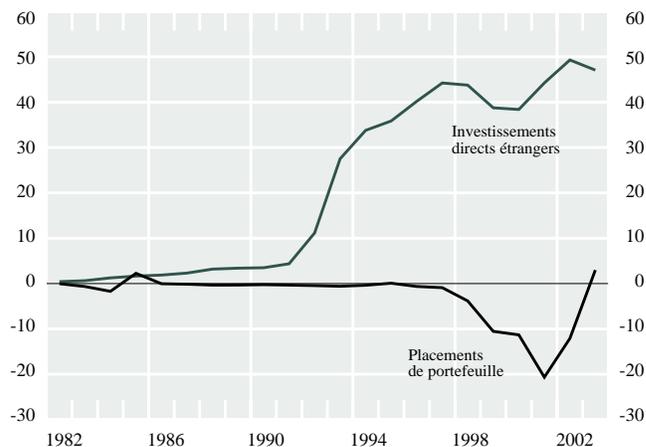
Certes, les investissements directs étrangers sont responsables d'une partie de l'intégration financière de la Chine aux marchés mondiaux de capitaux, mais celle-ci s'est surtout opérée par l'entremise des acquisitions d'actifs étrangers (principalement des effets du Trésor américain) qu'a effectuées la banque centrale du pays. L'accumulation de réserves de liquidités internationales est liée au régime de changes fixes de la Chine, lequel donne lieu à un excédent de la balance courante depuis 1995, année où la parité a été établie à son niveau actuel. Habituellement, lorsque le

14. Ce phénomène a contribué au recul de la part des exportations que destinaient auparavant d'autres pays asiatiques aux États-Unis. En revanche, conformément au rôle croissant que joue la Chine dans la chaîne de production, une proportion grandissante des importations de la Chine provient de la région, et les exportations de la Chine vers les États-Unis ont progressé à un rythme très rapide. En conséquence, la part des importations américaines venant de la Chine a connu une augmentation spectaculaire.

Graphique 3

Entrées de capitaux en Chine

(En milliards de dollars É.-U.)

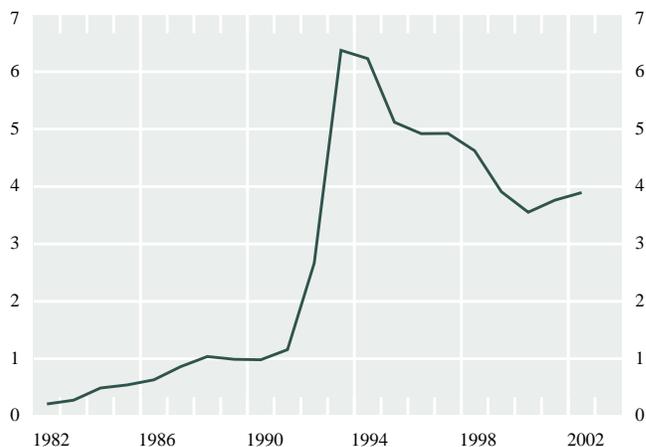


Source : Fonds monétaire international, *Financial Statistics*

Graphique 4

Investissements directs étrangers nets en pourcentage du PIB

Chine, 1981-2003



Source : Banque mondiale, *World Development Indicators*

taux de change fixe d'un pays en développement donne systématiquement lieu à un excédent de la balance courante, on considère que ce dernier est sous-évalué. D'ailleurs, les économistes soutiennent généralement que les pays qui en sont aux premiers stades de leur développement ont besoin de capitaux étrangers pour financer la progression rapide de leurs investissements. Par conséquent, la majorité d'entre eux devraient afficher un déficit de la balance courante si

leur taux de change reflète fidèlement les indicateurs du marché. On peut donc penser que le régime de change de la Chine contribue à sa stratégie de croissance tirée par l'exportation. Il pourrait aussi révéler le désir d'accumuler des réserves substantielles, politique que les autorités chinoises considèrent peut-être nécessaire pour se prémunir contre une crise financière semblable à celle qu'ont connue d'autres économies asiatiques en 1997 et 1998¹⁵.

Le régime de change actuel de la Chine comporte certains avantages certes, mais aussi des inconvénients. Un taux de change sous-évalué, par exemple, majore le prix que doivent payer les entreprises et les ménages chinois pour les biens d'équipement et de consommation, ce qui réduit l'absorption intérieure.

Le régime de change actuel de la Chine comporte certains avantages certes, mais aussi des inconvénients. Un taux de change sous-évalué, par exemple, majore le prix que doivent payer les entreprises et les ménages chinois pour les biens d'équipement et de consommation, ce qui réduit l'absorption intérieure. De plus, les réserves de liquidités internationales détenues auraient peut-être été plus productives si elles avaient été investies dans l'économie chinoise même. En outre, il est possible que la stratégie d'une croissance tirée par les exportations détourne vers ce secteur trop d'investissements, qui pourraient s'avérer non rentables si le taux de change réel était réévalué.

Le niveau élevé de l'épargne en Chine pourrait également jouer un rôle majeur dans l'excédent de la balance courante chinoise : comme les résidents de ce pays économisent environ 40 % de leur revenu, il se peut que l'épargne dépasse les investissements, contribuant ainsi au surplus de la balance courante. Par conséquent, pour que la balance des paiements s'équilibre, il faut aussi qu'il y ait une accumulation

15. La plupart des économistes s'entendent toutefois pour affirmer que les réserves actuelles de la Chine, évaluées à plus de 600 milliards de dollars É.-U., dépassent de beaucoup la somme nécessaire pour prévenir une crise de la balance des paiements.

d'actifs étrangers. Toutefois, puisqu'il n'est généralement pas permis aux agents du secteur privé d'acheter des actifs étrangers, cette tâche incombe à un organisme officiel, comme la banque centrale. De la sorte, non seulement le taux de change fixe peut-il être maintenu (tant qu'il y a excédent du compte courant), mais la Chine peut aussi affecter une partie de l'épargne nationale à l'acquisition de droits sur des actifs étrangers. Lorsque la Chine atténuera les restrictions auxquelles sont assujetties les opérations en capital sur son territoire et qu'elle assouplira son régime de change, l'intégration de son économie aux marchés mondiaux de capitaux devrait s'intensifier. Le relâchement des contrôles pesant sur les flux de capitaux donnera aux entreprises chinoises (surtout celles qui se livrent au commerce international) un meilleur accès aux marchés de capitaux étrangers, tout en permettant aux résidents chinois (et non plus seulement à la banque centrale) de diversifier leur épargne considérable et d'investir à l'étranger, par exemple dans les places boursières de pays industrialisés. On pourra alors compter, à l'échelle mondiale, sur une meilleure diversification des risques et répartition du capital.

Incidences sur l'économie mondiale

D'après les estimations de l'Organisation internationale du Travail, la Chine compte environ 25 % (près de 800 millions de personnes) de la population active dans le monde. À titre de comparaison, rappelons qu'en 1980, alors que les économies nouvellement industrialisées d'Asie entamaient leur développement, leur population représentait environ 1,5 % de la population du globe. Pour s'adapter, il se peut donc que l'économie mondiale doive relever un défi d'une ampleur incomparable. De plus, l'importance de la main-d'œuvre et la faiblesse du ratio initial du capital à la main-d'œuvre donnent à penser que le choc sera non seulement considérable, mais persistant. Compte tenu de la taille de la Chine, de ses liens commerciaux déjà nombreux et de sa volonté — lourde de conséquences — d'élargir son ouverture au commerce et aux flux de placements en qualité de membre de l'OMC, son expansion aura certainement sur l'économie mondiale des effets prononcés, d'une ampleur sans doute encore jamais vue.

Quoi qu'il en soit, le principal bénéficiaire d'une intégration plus poussée et de nouvelles réformes n'est autre que la Chine elle-même. À mesure que les percées commerciales se propageront vers l'ouest à partir des régions et des provinces côtières, des millions

de Chinois viendront s'intégrer à l'économie mondiale et jouir des bienfaits d'un niveau de vie plus élevé. Au surplus, il est probable que les avantages des réformes futures s'accroîtront au sein d'une économie plus ouverte (Desroches, Francis et Painchaud, 2004).

À mesure que les percées commerciales se propageront vers l'ouest à partir des régions et des provinces côtières, des millions de Chinois viendront s'intégrer à l'économie mondiale et jouir des bienfaits d'un niveau de vie plus élevé.

Pour le reste du monde, y compris le Canada, l'émergence de la Chine et son intégration à l'économie internationale laissent présager des avantages nets substantiels. Notamment, bien sûr, elles déboucheront sur une répartition plus efficiente des ressources à l'échelle de la planète. La libéralisation accrue de la Chine en matière de commerce et d'investissements implique que les activités de production continueront de se déplacer vers les secteurs où la Chine détient un avantage comparatif. De surcroît, la concurrence de plus en plus vive que livrera ce pays intensifiera probablement la compétitivité à l'échelle de la planète, stimulera l'innovation et favorisera de nouveaux gains de productivité. Les taux de croissance à long terme s'en trouveront augmentés, non seulement en Chine, mais dans le reste du monde aussi. Bien qu'il soit difficile de quantifier ces effets, ils pourraient être considérables.

Parallèlement, l'intégration de la Chine à l'économie internationale aura des répercussions sur les termes de l'échange d'autres pays commerçants. Par exemple, beaucoup considèrent que l'expansion de la production en Chine a contribué récemment à aviver la demande de produits de base et fait pression à la hausse sur leurs prix. Ce phénomène se poursuivra à court terme, engendrant des gains substantiels pour les économies riches en ressources. L'augmentation de la demande intérieure en Chine provoquera probablement une majoration du prix relatif des biens et des services à forte intensité de capital. En conséquence, le prix

Tableau 5

Incidence sur le commerce en 2020 d'une intégration plus rapide de la Chine¹

	Bien-être ²	Exportations	Importations	Termes de l'échange
Monde ³	5,3	7,4	7,2	0,0
Chine	126,1	86,6	85,7	-7,0
Économies avancées	0,1	2,3	2,7	0,7
ENI (économies nouvellement industrialisées)	0,2	2,2	2,9	0,5
ANASE ⁴	0,0	0,9	0,5	-0,1
Asie du Sud	-0,2	0,1	-2,3	-1,0
Afrique subsaharienne	0,4	0,2	0,8	1,4
Mexique, Colombie et Venezuela	0,1	-0,7	-1,2	0,3
Autres pays de l'hémisphère occidental	0,2	2,5	2,8	0,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0,7	-0,8	0,4	1,9
Reste du monde	0,1	1,3	0,6	0,4

1. En pourcentage de l'écart par rapport aux estimations obtenues selon le scénario d'une lente intégration de la Chine.
 2. Le bien-être correspond à la variation équivalente, par rapport au PIB.
 3. Prix FAB des exportations et prix CAF des importations. La différence entre les variations subies par les exportations et celles subies par les importations est attribuable aux frais de transport.
 4. Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, qui comprend le Brunei Darussalam, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam.
- Source : FMI (2004)

relatif des produits manufacturés devrait tomber sur les marchés mondiaux, en réponse à un relèvement de l'offre en provenance de Chine. Certains signes indiquent d'ailleurs que la croissance accélérée de la productivité en Chine aurait déjà fait chuter les prix de certains produits qui s'échangent sur les marchés internationaux et dans lesquels la Chine se spécialise (FMI, 2003). S'il est vrai que la demande mondiale accrue découlant de la croissance et de l'intégration de la Chine est généralement favorable pour les pays industrialisés riches en ressources comme le Canada, l'effet sur les termes de l'échange et le bien-être de certains pays en développement ayant une abondante main-d'œuvre, comme l'Indonésie et les Philippines, pourrait s'avérer négatif (Tableau 5).

On peut s'attendre à ce que le Canada, en sa qualité d'exportateur net de produits de base et d'importateur net de produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre, connaisse une amélioration de ses termes de l'échange, toutes choses étant égales par ailleurs. Dans l'ensemble, les retombées sur le Canada devraient être positives, puisque celui-ci profitera non seulement d'une demande plus forte de biens et de services à coefficient élevé de compétence et de capital, mais aussi, de manière directe, des occasions

plus nombreuses qu'il aura d'exporter des matières premières vers la Chine et, de manière indirecte, du renchérissement de ces produits grâce à l'effet qu'aura l'essor de la Chine sur la demande mondiale. De fait, il se pourrait que l'accroissement de la demande alimente la demande de dollars canadiens. À long terme, l'intégration de la Chine à l'économie mondiale se traduira par une meilleure répartition des ressources sur la planète et, de ce fait, par une croissance plus robuste et plus durable. À court terme, toutefois, la période d'adaptation posera des défis aux décideurs, en Chine comme ailleurs dans le monde. Il pourrait s'avérer nécessaire, pour les pays commerçants, de redistribuer la main-d'œuvre et le capital en fonction de l'évolution de l'avantage comparatif et des termes de l'échange. Pour certaines économies, particulièrement celles qui exportent surtout des produits à faible coefficient de compétence et à forte intensité de main-d'œuvre, cette adaptation pourrait entraîner des coûts d'ajustement considérables, car les entreprises non concurrentielles de ces pays devront déposer leur bilan et leurs employés viendront temporairement grossir les rangs des chômeurs (Prasad et Rumbaugh, 2003). En outre, durant la phase de transition, les travailleurs peu spécialisés des pays industrialisés pourraient voir ralentir le rythme de leurs augmen-

tations salariales, et même accuser une baisse de salaire, tandis que la poussée de la population active à l'échelle mondiale liée à l'émergence de la Chine conduira à un repli du ratio du capital à la main-d'œuvre et à une hausse du rendement du capital.

Conclusion

La Chine est le pays le plus peuplé du globe. C'est aussi celui où l'économie progresse le plus rapidement. Si la tendance se maintient, en 2020, la Chine pourrait compter pour un quart du PIB mondial. D'ici là, le reste de l'économie planétaire devra s'adapter à la montée en puissance et à l'intégration de ce pays. Pour le Canada, ce phénomène impliquera probablement non seulement une concurrence plus féroce relativement à certains de ses produits à forte intensité de main-d'œuvre, mais aussi une demande plus vigoureuse des produits à l'égard desquels le Canada jouit d'un avantage comparatif, notamment les produits de base et les produits et les services à coefficient élevé de capital humain. Tout compte fait, le Canada peut s'attendre à profiter de la croissance et de l'intégration de l'économie chinoise. En ce sens, la seule réelle menace qui puisse venir de la Chine serait plutôt une interruption soudaine de son processus de croissance.

Ouvrages et articles cités

- Banque mondiale (1997). *China 2020: Development Challenges in the New Century*, série China 2020, Washington.
- Brooks, R., et T. Ran (2003). « China's Labor Market Performance and Challenges », document de travail n° 03/210, Fonds monétaire international.
- Chow, G. (1993). « Capital Formation and Economic Growth in China », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 108, n° 3, p. 809-842.
- Chow, G., et K. Li (1999). *Accounting for China's Economic Growth: 1952-1998*, APEC Study Center, Seattle, <http://www.princeton.edu/~erp/papers/chow2.pdf>.
- Chow, G., et A. Lin (2002). « Accounting for Economic Growth in Taiwan and Mainland China: A Comparative Analysis », *Journal of Comparative Economics*, vol. 30, n° 3, p. 507-530.
- Desroches, B., M. Francis et F. Painchaud (2004). « Growth and Integration: China and India's Emergence and the Implications for Canada », communication présentée au colloque de la Banque du Canada « Le Canada dans l'économie mondiale », tenu les 18 et 19 novembre.
- Fonds monétaire international (2003). *Deflation: Determinants, Risks, and Policy Options – Findings of an Interdepartmental Task Force* (avril).
- (2004). *Perspectives de l'économie mondiale* (mars).
- Goldman Sachs (2003). « Dreaming with BRICs: The Path to 2050 », *Global Economics Paper*, n° 99, Goldman Sachs.
- Gordon, J., et P. Gupta (2004). « Understanding India's Services Revolution », document de travail n° 04/171, Fonds monétaire international.

Ouvrages et articles cités (suite)

- Heytens, P., et H. Zebregs (2003). « How Fast Can China Grow? ». In : *China: Competing in the Global Economy*, sous la direction de W. Tseng et M. Rodlauer, Washington, Fonds monétaire international, p. 8-29.
- Hu, Z., et M. Khan (1996). « Why Is China Growing So Fast? », document de travail n° 96/75, Fonds monétaire international.
- Krugman, P. (1994). « The Myth of Asia's Miracle », *Foreign Affairs*, vol. 73, n° 6, p. 62-78.
- Kwan, C. (2002). « The Rise of China and Asia's Flying-Geese Pattern of Economic Development: An Empirical Analysis Based on U.S. Import Statistics », document de travail n° 52, Nomura Research Institute.
- Lardy, N. (2002). *Integrating China into the Global Economy*, Washington, Brookings Institution Press.
- Prasad, E., et T. Rumbaugh (2003). « Au-delà de la grande muraille », *Finances et développement*, vol. 40, n° 4, p. 46-49.
- Qian, Y. (1999). « The Process of China's Market Transition (1978-1998): The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », communication préparée pour le symposium intitulé « Big-Bang Transformation of Economic Systems as a Challenge to New Institutional Economics », présenté sous les auspices du *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, Wallerfangen, Allemagne, du 9 au 11 juin.
- Roy, F. (2004). « Le Commerce du Canada avec la Chine », *L'observateur économique canadien*, Statistique Canada, n° 11-010 au catalogue (juin).
- Solow, R. (1956). « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, n° 1, p. 65-94.
- Standard & Poor's (2004). « Mainland China Banks Face Challenges from Economic Slowdown; Potential Stress in Loan Books », 24 mai.
- Swan, T. (1956). « Economic Growth and Capital Accumulation », *Economic Record*, vol. 32, n° 63, p. 334-361.
- Woo, W. (1998). « Chinese Economic Growth: Sources and Prospects ». In : *The Chinese Economy: Highlights and Opportunities*, sous la direction de M. Fouquin et F. Lemoine, Londres, Economica.
- Young, A. (2000). « Gold into Base Metals: Productivity Growth in the People's Republic of China during the Reform Period », document de travail n° 7856, National Bureau of Economic Research.
- Zebregs, H. (2003). « Foreign Direct Investment and Output Growth ». In : *China: Competing in the Global Economy*, sous la direction de W. Tseng et M. Rodlauer, Washington, Fonds monétaire international, p. 89-100.

